



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16703
16 août 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 15 AOUT 1984, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DU LESOTHO AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du message que le
Gouvernement du Lesotho a adressé le 10 août 1984 à la République sud-africaine, en
réponse à la proposition de cette dernière relative à la conclusion d'un pacte de
non-agression entre les deux pays.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) T. MAKEKA

Annexe

Texte du message du Gouvernement du Lesotho
daté du 10 août 1984

Se référant à la proposition sud-africaine relative à la conclusion d'un pacte de non-agression entre le Lesotho et l'Afrique du Sud, le Lesotho a l'honneur d'informer l'Afrique du Sud qu'à l'issue de longues consultations menées tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, les positions des deux pays semblent encore trop éloignées.

Le Gouvernement du Lesotho réaffirme toutefois qu'il est prêt à respecter les principes énoncés ci-après :

Les principes de l'égalité souveraine et de l'inviolabilité du territoire de tous les Etats, l'obligation pour chaque Etat d'empêcher que son territoire ne soit utilisé pour commettre des actes qui portent préjudice à l'intégrité territoriale, à la sécurité et à l'indépendance d'autres Etats. Les principes de la coexistence pacifique et du règlement des différends par des moyens pacifiques, seule méthode civilisée et acceptable dans la conduite des relations bilatérales et multilatérales.

Se conformant aux principes susmentionnés, le Gouvernement du Lesotho continuera, comme par le passé, de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance des autres Etats et en conséquence s'est abstenu et continuera de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats.

Le Gouvernement du Lesotho continuera de respecter les accords, conventions et arrangements bilatéraux et multilatéraux et de s'acquitter des obligations qui en découlent à l'égard d'autres pays, d'institutions et d'organisations.

Dans les limites de sa compétence, le Lesotho facilitera la bonne exécution de ces obligations en fournissant aux autres Etats l'aide appropriée qu'ils pourront attendre.

Le gouvernement continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour régler par des moyens pacifiques tout différend ou conflit qui pourrait surgir entre le Lesotho et un autre Etat et qui mettrait en danger la paix et la sécurité. Il continuera aussi de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour empêcher tout Etat, gouvernement, organisation ou particulier d'utiliser son territoire et son espace aérien en vue de perpétrer des actes portant atteinte à la sécurité, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance d'un autre Etat.

Le gouvernement continuera, comme par le passé, de développer et de promouvoir la coopération sociale, économique et politique avec d'autres Etats dans le souci d'améliorer le bien-être du peuple du Lesotho et de ceux d'autres pays, ainsi que d'accorder aux ressortissants d'autres Etats un traitement équitable, juste et humain.

Le gouvernement continuera, selon que de besoin, de prêter assistance aux autres Etats pour les affaires touchant à la sécurité et au maintien de l'ordre public.

Le gouvernement continuera de permettre et de faciliter la circulation rapide des personnes et des marchandises à destination d'autres pays. La priorité sera accordée aux produits de première nécessité, ainsi qu'aux biens destinés aux services de santé, à l'enseignement et au maintien de l'ordre public.

Le gouvernement continuera de collaborer avec d'autres pays en vue d'adopter des mesures visant à s'assurer que les frontières communes sont efficacement surveillées et que les activités des postes frontières sont menées de manière efficace et humaine.

Ces dispositions auront notamment pour but d'empêcher les sorties illicites du Lesotho ou le passage illicite sur son territoire; d'empêcher le passage des frontières ailleurs qu'aux postes frontières; de prévenir et de supprimer la contrebande et le commerce illicite de marchandises; d'empêcher le transport de personnes, de fournitures, de matériel, d'appareils ou de tout autre bien si le but est de commettre un acte portant atteinte à la sécurité, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale ou à l'économie du Lesotho et d'autres Etats.

